:Méluzine: de la Famille Enfaillite
Demeurant au 22 rue Bidon
Paris Ile de France

TOUS DROITS RÉSERVÉS

PARTIE ADVERSE
Le délégué à la protection des données
666 rue des Spoliateurs Pro
666 TAGHUTLAND
Siren : 666 XXX XXX
TVA: FR666XXXXXXX
Numero : DUN'S

le 19 janvier 2023

OBJET : Avis de Demande d'accès aux données de la personne juridique

Avis de demande d'accès aux données de la personne juridique

Préambule :
Avis aux directeurs, avis aux agents vaut avis aux directeurs et réciproquement, avis aux directeurs vaut avis aux agents ou également qu'avis aux commettants, vaut avis aux exécutants et vice versa. Cette notification, une fois reçue par les uns est réputée avoir été reçue par les autres, et vice versa.

Définitions :

a) **Vous, ci-après : Les Commettants, Exécutants, Directeurs, Agents, NOMMÉS/nommés ci-dessous :**

Yves VATROLOIN Directeur de la PARTIE ADVERSE, Agissant en tant qu'homme/HOMME et en son nom/NOM Yves Vatroloin/Yves VATROLOIN pour le compte de l'entité JURIDIQUE nommée : PARTIE ADVERSE.

b) **Nous : ci-après : Le Requérant/Demandeur :**

Nous, autographe ci-dessous, l'être humain prénommé :Méluzine: de la Famille Enfaillite venue au monde le 11/12/1978 à l'hôpital de Saint Maurice (94) fille de Manuel de la famille Enfaillite par ouï-dire, et de Camille de la famille Onnette par ouï-dire. Titulaire et administratrice forcée de la personne juridique fictive créée par l'état civil, MAIRIE DE SAINT MAURICE en date conventionnée du 11/01/1978, ayant pour acte de naissance le numéro 000547/1978 MÉLUZINE VITTA ENFAILLITE domiciliée ce jour au 22 rue bidon 75019 PARIS, définie comme étant une entreprise au sens de la définition juridique de l'article 3 de l'Accord entre la Confédération suisse et la Communauté Européenne sur le transport de marchandises et de voyageurs par rail

Accord entre la Confédération suisse et la Communauté européenne1 sur le transport de marchandises et de voyageurs par rail et par route Conclu le 21 juin 1999
Art. 3 Définitions
1. Transports routiers - Aux fins du présent Accord, on entend par **Entreprise: toute personne physique,** toute personne morale avec ou sans but lucratif, toute association ou tout groupement de personnes sans personnalité juridique et avec ou sans but lucratif, ainsi que tout organisme relevant de l'autorité publique, qu'il soit doté d'une personnalité juridique propre ou qu'il dépende d'une autorité ayant cette personnalité;

et par route, nommée MÉLUZINE VITTA ENFAILLITE, ci-après nommée « fiction juridique » ou « personne juridique ».
Le présent document est envoyé avec des intentions honorables et pacifiques et est destiné à vous donner l'opportunité d'acter mon Avis légal de d**emande d'accès aux données de la personne juridique** et de répondre de façon motivée et de bonne foi dans le cadre d'une procédure établie, légitime et régulière.
si vous n'êtes pas sûr de sa signification, nous vous recommandons fortement de demander conseil à votre service juridique.

Vu l'article 1er de la loi de 1978 qui pose que l'informatique « *ne doit porter atteinte ni à l'identité humaine, ni aux droits de l'homme, ni à la vie privée, ni aux libertés* ».

Vu l'article 2 dispose que « *constitue une donnée à caractère personnel toute information relative à une **personne physique** identifiée ou qui peut être identifiée ( ) par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres* ».

Par le même article, il est considéré que « *constitue un traitement de données à caractère personnel toute opération ( ) portant sur de telles données ( ) et notamment la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, ainsi que le verrouillage, l'effacement ou la destruction* ».

Nulle n'est censé ignoré la loi de ce fait, vous êtes bien conscient de vos obligations légales et relatives à la loi sur la protection des données (LPD) LOI n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et au règlement général sur la protection des données (RGPD) 2018. Conformément aux articles 21 et 69 du Règlement général sur la protection des données (RGPD) 2018, veuillez nous fournir une réponse complète et conforme à notre demande d'accès aux donnés de notre personnalité juridique MÉLUZINE VITTA ENFAILLITE

LA SAGESSE DU NON-CONSENTEMENT

Veuillez répondre à ce qui suit.

1. Pour quelles finalités votre « ENTITE JURIDIQUE XXXX » accède, traite, utilise, stocke et partage nos données spécifiques de notre personne juridique.
2. Quelles catégories de données sur notre personne juridique votre ENTITE JURIDIQUE XXXX collecte-t-elle ?
3. Veuillez fournir les noms des sociétés avec lesquelles vous avez partagé nos données et pour quel objectif spécifique.
4. Veuillez fournir les noms des destinataires ou catégories de destinataires qui ont pu accéder à ces données
5. Depuis combien de temps vous possédez les données relatives à ma personne juridique ?
6. Les données de notre personne juridique seront-elles conservées,
7. Comment est déterminée votre durée de conservation des données de notre personne juridique ?
8. Veuillez nous fournir la preuve que ces données ont bien été directement collectées auprès de nous-même.

9. Veuillez nous fournir les preuves formelles réelles et irréfutable de l'obtention explicite de notre consentement signé de notre main à l'encre fraiche. pour accéder, traiter, partager, utiliser ou stocker nos données spécifiques
10. Dans le cas où vous avez recueilli nos données personnelles par d'autres moyens qu'est notre consentement. Veuillez nous fournir les informations nécessaires à la reconnaissance de la source qui vous a fourni ces données concernant ma personnalité juridique
11. Y a-t-il une prise de décision automatisée, comme le profilage, et le scoring, dans le traitement de ces données, quelle est la logique sous-jacente à cette décision, quelle est son importance et quelles conséquences pour moi ?
12. Nos données sont-elles transférées vers un pays tiers (non-membre de l'UE) ou vers une organisation internationale ?
13. Confirmation sous la forme d'un affidavit que ce « ministère du gouvernement » ne fonctionne pas comme une organisation à but lucratif et que {société x} ne détient pas de numéro D-U-N-S.

Remarque :

Concernant les points 1 à 14 et leurs réponses, pièces/preuves : Toutes vos pièces/preuves et réponses concernant cette affaire devront être écrites en français courant uniquement sans glose reçues en une seule fois et par lettre recommandée avec accusé de réception uniquement.

Toutes pièces/preuves et réponses, reçues en plusieurs fois et/ou non adressées correctement ; c'est-à-dire, autrement que celle écrite en haut à gauche de cette lettre AR, ne seront pas acceptées, réputées non valable, vous seront retournées sans être ni lues ni ouvertes et ne repoussera pas d'autant le délai accordé.

<u>À défaut de réponse à cette présente notification de demande de preuves suite au questionnaire du contrôle superfétatoire :</u>

Nous ne sommes pas soumises, ni liées par contrat légal, aux délais de réponses qui vous sont imposés par les services de l'administration, des services ministériels, étatique, et tout ce qui s'y rattache avec qui vous êtes sous contrat, et parce que vous êtes toute une administration entière pour nous répondre, nous vous accordons le délai de sept (14) jours calendaires et pas un de plus, à compter de la réception de cette lettre AR 1 A 158 956 00000 **« Avis de demande d'accès aux données de la personne juridique »** pour nous répondre par pli recommandé AR uniquement, le cachet de La Poste faisant foi, signé par vous ou toute personne en charge de ce dossier, sous votre pleine et entière responsabilité commerciale et sous peine de parjure, nous assurant que toutes les réponses, pièces/preuves que vous donnerez à nos demandes N° 1 à N° 13 ci-dessus sont véritables, sans tromperie, fraude et/ou malice.

Des sanctions pénales sont prévues à l'encontre des faits de violations de la vie privée et des données personnelles.

Les articles 226-1, 226-2 et 226-8 Code Pénal fixent les peines susceptibles d'être prononcées à l'encontre des personnes responsables d'atteintes portées à la vie privée du fait de publications.

Par l'article 50 de la loi de janvier 1978, il est posé que « les infractions aux dispositions de la présente loi sont prévues et réprimées par les articles 226-16 à 226-24 » Code Pénal.

Sont passibles de sanction les faits :

« de procéder ou de faire procéder à des traitements de données à caractère personnel sans qu'aient été respectées les formalités préalables » d'autorisation ou de déclaration auprès de la CNIL, ou en violation d'une « injonction de cesser le traitement » ou d'un retrait d'autorisation (article 226-16) ; de ne pas respecter les normes posées par la CNIL (226-16-1-A) ; d'utiliser le « numéro d'inscription des personnes au répertoire national d'identification des personnes physiques » (226-16-1) ; de ne pas prendre les mesures « pour préserver la sécurité des données » (226-17) ; « de ne pas procéder à la notification », à la CNIL ou à l'intéressé, « d'une violation de données » (226-17-1) ; de « collecter des données à caractère personnel par un moyen frauduleux » (226-18) ; de « procéder à un traitement de données à caractère personnel concernant une personne physique malgré l'opposition de cette personne » (article 226-18-1) ; « de mettre ou de conserver en mémoire informatisée, sans le consentement exprès de l'intéressé, des données à caractère personnel qui ( ) font apparaître les origines raciales ou ethniques, les opinions politiques, philosophiques ou religieuses ou les appartenances syndicales des personnes ou qui sont relatives à la santé ou à l'orientation ou identité sexuelle » ou « concernant des infractions, des condamnations ou des mesures de sûreté » (article 226-19) ; « de conserver des données à caractère personnel au-delà de la durée prévue » ou de « traiter à des fins autres qu'historiques, statistiques ou scientifiques des données à caractère personnel conservées au-delà de la durée » autorisée (article 226-20) ; de détourner les données « de leur finalité » (article 226-21) ; de porter « à la connaissance d'un tiers » des données « dont la divulgation aurait pour effet de porter atteinte à la considération de l'intéressé ou à l'intimité de sa vie privée » (article 226-22) ; de « procéder ou de faire procéder à un transfert de données ( ) vers un État n'appartenant pas » à l'Union européenne (article 226-22-1).

À ces possibilités de sanctions judiciaires, s'ajoutent des mesures extrajudiciaires.

En conséquence, un défaut de réponse à cette « Avis de demande d'accès aux données de la personne juridique » nous fournissant en une seule fois toutes les réponses/pièces/preuves demandées afin de valider la conformité de vos obligations légales et relatives à la loi sur la protection des données (LPD) LOI n° 2018-493 du 20 juin 2018 et au règlement général sur la protection des données (RGPD) 2018, constituera une fraude et sera considérée comme une dissimulation dans l'intention d'empêcher la divulgation de la vérité, ce qui constituera de fait, une infraction pénale.

1) Important
   Nous ne vous donnons pas à vous, ou toutes personnes de l'entité : « XXXX » ainsi que tout ce qui s'y rattache (organismes entités, personnes, etc.), la permission de nous contacter par téléphone, courrier, courriel, SMS, réseaux

sociaux, ainsi que tout autre type de contact par le biais de nos connaissances, nos amis, notre famille, et tout ce qui nous concerne, mais également ceux qui nous connaissent de prêt ou de loin, ni par le biais d'autres entités, et tout procès/audition/décision sans notre accord manuscrit, préalable et autographié de notre main à l'encre fraîche.

Je déclare également que la loi des commettants et des exécutants est en vigueur et que cet avis de demande d'accès aux données de la personne juridique une fois reçu par les uns est réputé avoir été reçu par les autres et vice versa.

Soyez convaincu, cher délégué à la protection des données de ma détermination la plus ferme.

Mes salutations distinguées.

: Méluzine : de la famille Enfaillite, la femme qui possède et administre la personnalité juridique de « MÉLUZINE VITTA ENFAILLITE » valeur sécurisée

autographe en bleu

Sans préjudice Tous Droits Réservés. Tous droits protégés 2023

UCC- 1-308.

